



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 2 mars 2021

Augmentation du prix des carburant et du gaz... et les salaires ?

Pour la troisième fois depuis le début de l'année, essence, gazole et bouteille de gaz vont augmenter de façon conséquente.

Le tableau ci-dessous récapitule les augmentations de prix et en pourcentage de ces trois produits de première nécessité :

Dates	Essence prix au litre	Gazole prix au litre	Bouteille de gaz de 12,5 kg prix
1er janvier 2021	1,25 €	0,96 €	17,27 €
1er mars 2021	1,35 €	1,03 €	18,64 €
Augmentations en %	8,00%	7,00%	7,90%

À comparer avec l'augmentation du Smic de janvier qui n'a été que de 0,99 € pour toute l'année 2021 ou vos augmentations de salaires personnelles. Faisons nos comptes et réclamons notre dû !

Les salaires doivent augmenter au même rythme que les prix !

Tereos : la nouvelle gouvernance ne rassure pas les salariés

Le 18 décembre dernier, Gérard Clay a été élu président du conseil de surveillance du groupe Tereos. Il a évincé le directeur général Alexis Duval au profit de Philippe de Raynal. Peu avant son élection, le président avait annoncé la couleur en parlant de relancer « la profitabilité » et en s'interrogeant sur la rentabilité de « certaines activités périphériques ». Ce discours n'avait pas rassuré les salariés et les syndicats qui avaient fait grève le 9 décembre.

La direction assure qu'elle veut préserver les intérêts des coopérateurs tout en gardant les 4000 salariés en France. Mais qu'en est-il des plus 18 000 autres dans le reste du monde ?

En effet, Tereos pointe du doigt « les pertes liées aux investissements au Mozambique (de l'ordre de 20 à 25 millions d'euros) représentant un euro la tonne de betterave perdu pour les planteurs ». Le groupe n'exclut pas de réduire, voire de vendre son activité en Roumanie.

Comme toute entreprise capitaliste, Tereos recherche d'abord et avant tout les profits pour ses actionnaires. Ceux-ci n'hésiteront pas un instant à sacrifier travailleurs et petits planteurs comme ils l'ont fait par le passé.

Alors, les travailleurs, s'ils veulent défendre leurs intérêts, ne pourront compter que sur leur propres forces et leur capacité à se mobiliser.

CHU : fermeture du service Urologie

Hier la presse (Radio RTL Réunion) annonçait la fermeture prochaine (probablement en juin) du service urologie du site Félix Guyon CHU.

La cause de cette fermeture serait un conflit larvé entre les urologues depuis 2016.

Un rapport d'une inspection de l'Agence Régionale de Santé (ARS), qui s'est déroulé entre le 5 et le 7 mars 2018 a mis en exergue le climat délétère qui y règne allant jusqu'à parler de « clans » qui se font la guerre.

Ce rapport parle de « *divers signalements (...) parvenus à l'ARS à type d'Événements Indésirables Graves (EIG) liés aux soins dans un contexte de relations conflictuelles exacerbées entre les quatre praticiens.* »

Autour d'eux, se sont les agents hospitaliers qui trinquent. Pour échapper aux tensions, la plupart ont fui le service pour aller par exemple en chirurgie digestive même si la charge de travail y est plus lourde.

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

Mais ce sont les patients qui payent depuis cinq ans les conséquences de ces guéguerres intestines. En effet, il n'y a plus de véritables suivis des patients. Il n'y a pas de tableau de bord pour pointer les analyses et les diagnostics de maladies grave chez les patients. Il n'y pas davantage « de référentiel de pratique clinique », etc.

Avec la fermeture définitive de l'urologie, les malades n'auront pas d'autre choix que s'orienter totalement vers les cliniques privées qui tireront encore plus profit de la situation.

Question : pourquoi l'ARS a laissé se gangrener cette situation ?

Antilles : Manifestations contre l'enterrement du dossier Chlordécone

Jeudi 11 février dernier, les syndicats de travailleurs, au premier rang desquels la CGTM, associations, organisations politiques anticolonialistes se sont réunis pour organiser une manifestation en Martinique dans lesrues de Fort-de-France, le 27 février.

En Guadeloupe, les ouvriers de la banane, directement concernés par l'utilisation de ce produit cancérigène, et la CGTG, ont appelé à un rassemblement devant le stade de Capesterre Belle Eau.

Cette manifestation avait pour objectif de dénoncer les empoisonneurs capitalistes et exiger qu'ils soient poursuivis, jugés et condamnés, ainsi que ceux (élus, fonctionnaires) qui les ont couverts, se montrant ainsi leurs complices.

En effet, les juges en charge de l'instruction des plaintes déposées il y a plus de 14 ans, suite à la contamination à la chlordécone et à un cocktail de pesticides, ont clairement annoncé que ce dossier pourrait se solder par un non-lieu pour cause de prescription des faits. Autrement dit, il s'agirait d'un enterrement de l'affaire. Un tel scandale est inacceptable, face à des ouvriers agricoles et à la population qui ont été et sont encore victimes de cet empoisonnement.

C'est en réponse à cette basse manœuvre que cette manifestation a été organisée le samedi 27 février à Fort-de-France.

En Martinique, entre 10 000 et 15 000 personnes sont descendues dans la rue ce jour-là. En Guadeloupe quelques centaines.

Les responsables de cette catastrophe sanitaire doivent rendre des comptes aux populations antillaises !

INFO :

Chômage partiel - les nouvelles mesures

La diminution de l'indemnité des salariés est finalement reportée au **1er avril 2021**.

Avec la prolongation de la crise sanitaire, les salariés continueront de toucher **70% de leur salaire brut au moins jusqu'au 31 mars 2021**.

Les entreprises de certains **secteurs protégés** ou celles touchées par une **fermeture administrative** à cause de la crise sanitaire, seront toujours indemnisées à **100%** par l'État au moins jusqu'au 31 mars 2021.

C'est ce qu'a annoncé la Ministre du travail le 16 février 2021.

Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures, l'Union Régionale Est de la CGTR organise une réunion ouverte aux travailleuses et travailleurs qui ont besoin de conseils pour se défendre contre les injustices dont ils sont victimes dans leurs entreprises, mais aussi destinée à leur faire comprendre la cause fondamentale de leurs malheurs, le capitalisme et son fonctionnement.

Travailleurs, Travailleuses, ne restez pas isolés, rejoignez la CGTR, le syndicat qui lutte !

Si ce tract t'a plu, laisses-le partout où tu penses qu'il sera lu, surtout dans ton entreprise !

La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît
Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68